

**PROGRAMME
TURQUIE**

**L'IMPULSION DE LA TURQUIE
À LA NOUVELLE DYNAMIQUE
DES RELATIONS INTERNATIONALES**

PAR

Élise BOZ-ACQUIN

DOCTEURE EN DROIT, CHERCHEUSE EN DÉFENSE ET SÉCURITÉ, AUDITRICE IHEDN

AVRIL 2020

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE



RÉSUMÉ

S'interroger sur le point de savoir si la Turquie appartient toujours à l'axe occidental revient à se demander si elle se définit toujours par rapport aux valeurs et principes ainsi que les choix stratégiques du camp occidental. Or, ce raisonnement n'a plus de pertinence: en l'absence du camp communiste, l'axe occidental ne signifie plus grand-chose. Ce n'est plus sous cet angle qu'il faut raisonner pour comprendre les objectifs poursuivis par la Turquie, mais en ayant une lecture de sa politique étrangère à l'aune de la nouvelle dynamique des relations internationales. Cette nouvelle lecture permet d'illustrer que les tergiversations de la politique étrangère turque sont, en réalité, le reflet de celles du système international en quête de boussole. Le *pathos* turc étant davantage la conséquence que la cause des incertitudes de l'ordre nouveau.

Les multiples évolutions de la diplomatie turque font douter nombre de commentateurs de l'appartenance de la Turquie à « l'axe occidental » du fait de son supposé basculement vers l'Asie. Les alliances et mésalliances des dernières années ne sont certes pas toujours faciles à décrypter¹. Néanmoins, qu'elles découlent de relations à la carte, éphémères et opportunistes² – symptomatiques d'une puissance émergente³ – l'impossibilité à avoir une lecture claire et cohérente de la politique étrangère turque résulte, à notre sens, d'une nouvelle conception voire d'une *identité* toute nouvelle de la géopolitique turque. Mais pour en rendre compte, une autre grille de lecture s'avère nécessaire en raison du manque de pertinence du concept d'« axe » ou de « bloc », qui ne permet pas d'illustrer en quoi ces évolutions polymorphes seraient révélatrices d'une présumée rupture stratégique de la part de la Turquie. L'objet de notre réflexion est de s'interroger sur le point de savoir si ce concept ne serait pas inadéquat au point d'induire toute analyse de la diplomatie turque à une lecture erronée. Est-il pertinent pour comprendre l'évolution géopolitique de la Turquie ? D'ailleurs, a-t-il toujours un sens eu égard au nouvel ordre mondial, qui compte désormais une pluralité d'acteurs étatiques, ayant chacun vocation à jouer un rôle important dans le système international ?

Depuis l'effondrement de l'URSS après celui du régime communiste, et l'hégémonie absolue américaine⁴ qui s'en est suivie, les relations internationales n'ont pas tardé à opérer une autre mutation en devenant multipolaires, confortant de plus en plus l'assise régionale des États. Dans ce monde multipolaire, ce n'est pas encore l'altérité⁵ –, mais « des autres », c'est-à-dire une pluralité d'entités de poids, dont la Turquie, et la nécessité pour la puissance américaine de composer avec ces acteurs du système international en

¹ Se reporter à la série d'articles intitulés « la Turquie et ses nouveaux « alliés » », *Orients stratégiques*, n°9, 2019. Pour les évolutions au niveau interne, « la Turquie : retour de l'autoritarisme », *Confluences Méditerranées*, n° 107, 2018-2019.

² S. Kaya, « Régime de sécurité et de lutte contre le terrorisme : les alliances à la carte de la Turquie », in « la Turquie et ses nouveaux alliés », *op. cit.*, p. 27.

³ J. Jabbour, « Les symptômes de l'affirmation d'une puissance moyenne émergente », *Orients stratégiques*, n°9, 2019, p. 15.

⁴ Z. Brzezinski, *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Pluriel, 2010

⁵ Idée mise en avant par B. Badie, *Nous ne sommes plus seuls au monde. Un autre regard sur l'« ordre international »*, La découverte, 2016.

pleine restructuration sous le poids de la mondialisation. La Turquie, tirant profit des failles de ce système international post-hégémonique en quête de repères, ne fait que prendre acte du nouveau cadre des relations internationales, dont le socle n'est plus le clivage fondé sur l'appartenance à un axe ou un bloc. L'ordre nouveau n'impose en rien une politique étrangère orientée eu égard à un quelconque bloc d'appartenance. L'avènement des pays émergents et une Amérique concurrencée par la Chine, ont en effet donné naissance à un système international dont la pluralité d'acteurs, aussi souverains les uns que les autres, contribue, chacun à leur échelle, à son ordonnancement.

C'est dans ce contexte qu'il convient d'inscrire le positionnement de la Turquie à l'international, en ayant donc une lecture de sa politique étrangère à l'aune de la dynamique des relations internationales, pour comprendre sa nouvelle posture géostratégique stato-centrée (Partie II), qui rompt avec celle du choix de l'axe occidental du monde bipolaire (Partie I).

DU CHOIX DE L'AXE OCCIDENTAL DANS UN MONDE BIPOLAIRE

Façonnés dès la fondation de la Turquie moderne dans une perspective occidentale (A), les choix politiques et stratégiques de la Turquie ont été guidés par son appartenance au bloc occidental malgré le remodelage des années 90 (B).

Une politique étrangère façonnée dans une perspective occidentale dès la fondation de la République

La Turquie évolue dans le système international issu de l'ordre westphalien qui a ses normes et modes de régulation ainsi que des fonctions étatiques et interétatiques précises⁶. La politique étrangère et la diplomatie turques se sont forgées dans un cadre dont elle n'a en rien posé la grammaire ni l'histoire. Elle s'est intégrée dans le système international, dès 1923,⁷ en se soumettant aux règles qui ont été façonnées par les principaux pays occidentaux, et elle n'a cessé, au cours de son histoire récente, de

⁶ H. Kissinger, *Diplomatie*, Fayard, 1996.

⁷ Rapport de Wise Men Center for Strategic Studies (BILGESAM), *La vision et la stratégie de la Turquie au Moyen-Orient à la lumière de l'évolution des relations internationales*, n° 72, 2016, <http://www.bilgesam.org/Images/Dokumanlar/0-96-2016072438uluslararasi-gelismeler-isiginda-.pdf>

réajuster sa posture aux différents bouleversements géopolitiques. Ses relations extérieures ont été modelées sous l'impulsion du système international de sorte qu'à chaque période-clé ou de basculement stratégique, elle a systématiquement pris acte de l'environnement géopolitique en gestation et s'est repositionnée pour faire face à la dynamique qui s'amorçait. Le point catalyseur de sa politique étrangère lui étant donc extérieur !

Par conséquent, la politique étrangère turque est davantage un « contre-coup » ou une « réaction à... » que prenant l'initiative de rompre les équilibres mondiaux car les « ruptures stratégiques » sont souvent antérieures à ses soubresauts. En effet, la stratégie de conduite de ses relations à l'international est fondamentalement la conséquence d'impératifs qui lui sont extérieurs : en 1945, pour prendre acte du monde bipolaire, à partir de 1990, afin de tenir compte de l'unipolarité et de l'hégémonie américaine ainsi que la liberté d'action que cela lui procure, et depuis 2010, en raison des perspectives d'évolution dans un environnement international plus propice à l'avènement de l'affirmation identitaire des pays émergents – avec le retour du niveau local ou régional, et la Turquie n'hésite pas à en user voire abuser, au point de donner l'image d'une diplomatie tous azimuts. Cela dit, les réajustements de sa politique étrangère ont été prédéterminés par son appartenance au bloc ou axe occidental en tant que membre de l'OTAN.

Ce concept de « bloc », qui est fondamentalement issu du monde bipolaire, de la scission de celui-ci en deux principaux blocs antagonistes Est-Ouest, trouve tout son sens dans la quête de protection sécuritaire des pays - dont la Turquie - au lendemain de la Seconde Guerre mondiale⁸. Mais l'ère de l'unipolarité américaine ne justifiait déjà plus l'abandon de son indépendance en tant qu'État entre les mains d'une puissance hégémonique, encore moins dans un environnement multipolaire⁹. L'opportunité d'une prise de distance des « adhérents » donnait dès lors aux États une marge de manœuvre plus

⁸ Les capacités de la puissance protectrice, américaine ou soviétique conditionnaient ces concentrations d'États. Mais, les pays intégrant ces blocs voyaient leur puissance souveraine altérée dans la mesure où l'adhésion – motivée également en raison de valeurs communes – obéissait à une logique de subordination qui participait à la perte d'autonomie des pays adhérents compte tenu de l'obéissance acceptée ou de la soumission volontaire à la volonté de l'acteur qui menait tel ou tel axe. Sur l'idée de servitude volontaire, B. Badie, *L'Hégémonie contestée. Les nouvelles formes de domination internationale*, Odile Jacob, 2019, p. 70 et svts.

⁹ B. Badie, *Nous ne sommes plus seuls au monde. Un autre regard sur l'« ordre international »*, op. cit., p. 41-80.

importante sur le plan de la politique extérieure, jusqu'à conduire à une distension des relations d'antan – qui étaient définies par rapport à une *identité prédéterminée* eu égard à l'appartenance à un bloc au profit d'une construction identitaire plus « individuelle » des États. Dès les années 1990, et sous le poids de la mondialisation, cette évolution s'est traduite par des relations inter-étatiques multiples, diverses et interdépendantes à l'échelle mondiale. En l'espace de deux décennies, elle a conduit, de façon irréversible, à l'émergence de nouvelles puissances et accouché d'un ordre international multipolaire dans lequel chaque État entend, désormais, jouer sa propre partition sur la scène internationale pour exister en tant qu'État souverain à part entière.

Le remodelage des années 1990 : une diplomatie de plus en plus régionale et à dimension multiple

Dans ce nouvel ordre mondial, toujours en gestation, l'impératif pour tout État est d'être en *capacité de composer* pour nouer des liens pluriels du fait des relations multiples, complexes et polymorphes. Pour ce faire, les États sont contraints d'écrire une nouvelle page des relations internationales en l'absence de normes et de pratiques qui caractérisent ce nouvel ordre en devenir – étant entendu que chaque État contribue, à son niveau, à son édification et à partir de ses propres présupposés stratégiques et géopolitiques. Cette phase de transition du système international rend, par conséquent, illisibles tous les ressorts de lecture et de compréhension qui appartenaient au monde bipolaire, dont l'idée d'« appartenance au bloc occidental ».

Il est dès lors essentiel d'en prendre acte pour donner du sens aux tergiversations de la politique étrangère turque depuis 2010. C'est parce qu'un ordre nouveau se dessine que la Turquie se métamorphose ! Si elle manifeste la volonté de compter parmi les acteurs qui pèsent, cela est davantage la conséquence de la logique inhérente au nouvel ordre international en « chantier » qu'à la stratégie de conquête ou d'expansion de la Turquie. Les récentes alliances et mésalliances de la Turquie¹⁰ étant les représentations d'une nouvelle dynamique des relations internationales qui s'opèrent dans un cadre nouveau et à partir de considérations d'une complexité inédite. L'impression d'une instabilité

¹⁰ Se reporter à l'ensemble des travaux « la Turquie et ses nouveaux « alliés » », *op. cit.*,

presque chronique de sa diplomatie est en réalité le reflet des fluctuations de l'ordre international lui-même en quête de boussole. C'est cette nouvelle structuration des relations inter-étatiques qui donne, par ailleurs, de l'écho à sa politique étrangère, et pas l'inverse, même si, bien sûr, elle est mue par une volonté de puissance qui ne se limite plus à préserver ses propres intérêts régionaux.

En témoigne le tournant qui a été entamé dès les années 1990¹¹. Cette période est symptomatique de la volonté de la Turquie de mettre en œuvre une politique multidimensionnelle d'émancipation, précisément avec le Premier ministre Bulent Ecevit, qui a mis en exergue la nécessité d'une politique étrangère axée sur la région du Moyen-Orient¹². Elle a été couplée à une interdépendance économique régionale en nouant des relations économiques et commerciales accentuées avec les pays de la zone jusqu'à s'ouvrir à l'Asie ainsi que l'Afrique. L'environnement international était donc devenu plus propice à une diplomatie turque « émancipée » avec l'écroulement du bloc soviétique.

Néanmoins, ce n'est qu'à partir de 2010 que cette politique a pu être systématisée en raison de la crise économique du début des années 1990 jusqu'en 2000, et l'impréparation politique et stratégique de la Turquie à la fin du monde bipolaire ainsi que ses conséquences géopolitiques. En effet, l'évolution de la géopolitique mondiale vers une multipolarisation plus nette du système international et le pivot américain vers l'Asie dès 2006, qui a conduit progressivement à son désengagement du Moyen-Orient, ont ouvert la voie à une politique étrangère turque plus « autonome », lui permettant ainsi de poursuivre la satisfaction de ses propres intérêts nationaux. Autrement dit, ce sont ces basculements stratégiques qui ont donné plus de poids à ses manœuvres diplomatiques jusqu'à paraître, aux yeux de certains, comme des ruptures stratégiques de la part de la Turquie.

¹¹ Rapport de Wise Men Center for Strategic Studies (BILGESAM), *La vision et la stratégie de la Turquie au Moyen-Orient à la lumière de l'évolution des relations internationales*, op. cit., p. 20. C'est dès les années 1960 que la Turquie a commencé à remodeler sa politique étrangère, notamment en développant une politique de rapprochement avec les pays européens, tout en ne cessant ses liens avec les pays de la région moyen-orientale. Parallèlement, elle a commencé à mener une diplomatie plus prompte aux intérêts nationaux. Elle s'est constituée comme un « point d'équilibre entre l'Occident et l'Orient ». Mais ce n'est qu'à partir des années 1990 que sa diplomatie sera régionale et à dimension multiple.

¹²B. Ecevit, « Une politique étrangère axée sur la région du Moyen-Orient (bölge- merkezli dış politika) », *Yeni Türkiye Dergisi*, n°3 mars-avril 1995.

Par ailleurs, ce contexte mondial, jumelé à l'expérience régionale de la Turquie, ont donné davantage d'écho à sa diplomatie régionale, du fait de son positionnement géographique avantageux, au carrefour de trois continents. La coïncidence des mécanismes du nouvel ordre mondial avec une politique étrangère turque expérimentée en matière de régionalisation ont créé cette situation inédite du point de vue de la Turquie depuis 1923 : une diplomatie de plus en plus influente au niveau régional¹³. Ce qui en fait une force dans la nouvelle configuration du système international, plus prompt au retour de l'acteur régional, que la Turquie n'hésite pas à exploiter dans le but de conforter sa position d'acteur ayant vocation à jouer le rôle de « relais » entre l'Asie et l'Europe pour s'ériger en pôle de puissance de l'Eurasie¹⁴.

Dans cette perspective, elle s'est mise en quête d'une nouvelle identité géopolitique depuis les années 2010, en valorisant pleinement tous ses atouts géographiques, afin d'endosser le rôle d'acteur pivot stato-centré au Moyen-Orient¹⁵.

À UNE POSTURE GÉOSTRATÉGIQUE STATO-CENTRÉE DE L'ÈRE MULTIPOLAIRE

La nouvelle dynamique du système international conforte l'assise régionale des pays se situant au truchement de plusieurs zones d'influence (A). Aux confins de trois continents, la Turquie a pour ambition de s'ancrer au cœur du pôle de puissance Moyen-Orient /Asie (MOASIE) pour être l'État « passerelle » ou « pont » entre l'Europe et l'Asie (B).

Une propension des relations internationales plus propice à l'émancipation régionale de la Turquie

Le multipolarisme, qui revient « à une redistribution du pouvoir international et partant, à la structuration du système mondial à partir de pôles de puissance plus ou moins

¹³ Il est vrai que les printemps arabes ont mis un coup d'arrêt brutal à son rôle d'acteur-clé au niveau régional et qu'elle a été contrainte à revoir les ressorts de sa politique étrangère à partir de 2015 pour sortir de l'impasse de la guerre syrienne en rééquilibrant ses alliances, en se rapprochant notamment de la Russie et de l'Iran.

¹⁴ Discours du ministre des Affaires étrangères, M. Çavusoglu, 11^{ème} Conférence des Ambassadeurs, 5 août 2019, http://www.mfa.gov.tr/site_media/html/bkon/XI-BKON-sn-mevlut-cavusoglu-acilis-konusmasi.pdf. 35-36

¹⁵ Ahmet Davutoglu est l'architecte de cette nouvelle identité géopolitique à partir du positionnement géographique de la Turquie, *Stratejik derinlik. Turkiyenin uluslar arasi konumu (La profondeur stratégique)* Kure Yayinlari, 2016.

nombreux, et de nature et caractéristique comparables qui se contrecarrent »¹⁶ n'est certes pas, pour l'heure, l'approche la plus satisfaisante¹⁷. Mais, il est l'amorce d'une interrogation sur le point de savoir dans quelle mesure « la projection internationale des puissances émergentes contribue-t-elle à la transformation de l'état du monde et des rapports de force qui se jouent dans l'arène politique et économique globale »¹⁸. Ce paradigme de « puissances multiples » permet ainsi de s'interroger sur la place de la Turquie sur l'échiquier mondial, afin de déterminer en quoi elle aurait vocation à influencer sur le cours des relations internationales à partir de son périmètre géographique immédiat. L'enjeu étant de savoir comment la Turquie conçoit sa puissance étant entendu que celle-ci ne s'arrime plus à la maîtrise des ressources matérielles, mais s'équivaut, plus que jamais, à « la capacité d'un sujet à se penser comme une référence et à s'affirmer comme telle en mobilisant des ressources immatérielles telles l'idéologie, les institutions ou la culture »¹⁹. La propre représentation de son rôle et de sa place dans le système international est donc un véritable atout de la puissance pour tout État²⁰.

De ce point de vue, la Turquie entend rénover son identité géopolitique pour œuvrer à une nouvelle posture de sa politique étrangère et diplomatique. Elle conçoit sa place et son rôle sur l'échiquier mondial à partir d'une conception stato-centrée, valorisant son positionnement géographique. L'originalité de cette vision réside dans le renversement d'optique pour élaborer sa politique étrangère : au lieu de se définir « par projection » ou « par rapport à » des entités étatiques hégémoniques ou puissantes, elle valorise une diplomatie qui accentue une posture stato-centrée, tendant à un conditionnement stratégique de celles-ci par rapport à soi. Forte de son positionnement géographique qui

¹⁶ S. Santander, « Les puissances émergentes. Portée et limites d'un phénomène international », in *Relations internationales. Bilan et perspectives, Ellipses*, 2013, p. 524.

¹⁷ L'état du monde post Guerre froide est toujours en quête de sens, et les débats incessants sur ses éléments structurants ainsi que la nature des relations qui le caractérisent sont toujours sujets à des approches divergentes, néanmoins : qu'il illustre la fin de l'histoire, ou qu'il soit la quintessence du moment unipolaire ou unidimensionnel, ou bien qu'il soit le théâtre du choc des civilisations, voire une réminiscence de la multipolarité des XVIII^e et XIX^e siècles, les ressorts du nouvel ordre mondial n'ont pas fini de se révéler sous leur apparence insondable, F. Fukuyama, *La fin de l'Histoire et le dernier homme*, Flammarion, 2009 ; C. Krauthammer, *Le moment unipolaire,...* ; D. Battistella, « Quel après-guerre froide ? Un monde unidimensionnel », in *Relations internationales. Bilan et perspectives, op. cit.*, p. 499-519 ; D. Huntington, *Le Choc des civilisations*, Odile Jacob, Paris, 1997 ; H. Kissinger, *Diplomatie, op. cit.*

¹⁸ S. Santander, « Les puissances émergentes. Portée et limites d'un phénomène international », *op. cit.*, p. 524.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ Cette approche des relations internationales est propre au constructivisme. Pour un aperçu de ses apports et limites, T. Balzacq, « Pour un constructivisme critique », in *Relations internationales. Bilan et perspectives, op. cit.*, 113-126.

en fait un pays à haut potentiel de *centralité* géostratégique, la Turquie tente ainsi de s'ériger en pôle d'attraction des projections stratégiques des grandes puissances, pour être celle qui unit l'Europe à l'Asie et le Moyen-Orient à l'Asie : elle est l'acteur-clé qui donne tout son sens à la *triade continentale*. Elle conçoit sa puissance en termes d'influence géographique régionale, mais à portée mondiale, pour devenir le pays au centre du pôle de puissance moyen-orientale, en valorisant donc l'approche stato-centrée de sa géopolitique.

Située aux confins de trois continents (Europe, Asie, Afrique), et étant au cœur de cette zone d'intérêts stratégiques pour les principaux acteurs mondiaux qu'est la Méditerranée orientale, la Turquie est au centre d'une région qui concentre à elle seule « tous les enjeux et les défis de la mondialisation »²¹. La mer Méditerranée est en effet l'un des principaux axes du monde, « véritable cordon ombilical énergétique et économique entre Orient et Occident »²². Malgré le basculement géostratégique et géoéconomique vers l'Asie du Sud et de l'Est, le Moyen-Orient demeure une zone-clé dans le rééquilibrage stratégique des puissances mondiales²³. Il est même, plus que jamais, la matrice liant la dialectique « stratégie continentale-stratégie maritime » des puissances mondiales, participant ainsi du dépassement de ce dilemme stratégique²⁴. Nonobstant l'interdépendance maritime généralisée des économies mondiales qui accroît l'importance des lignes de communication maritimes, c'est la liaison des trois continents par la Méditerranée qui contribue à accentuer cette consubstantialité des deux stratégies, car « le détroit d'Ormuz et le golfe d'Aden permettent de relier l'Europe et le Moyen-Orient à l'océan indien, tandis que le détroit de Malacca et celui de la Sonde assurent la jonction entre l'océan indien et le Pacifique »²⁵.

²¹ P. Ausseur et P. Razoux, « La Méditerranée stratégique, laboratoire de la mondialisation » in La Méditerranée stratégique. Laboratoire de la mondialisation, *Revue Défense nationale*, n° 822, 2019, p. 11.

²² *Ibid.*

²³ « Tout se passe comme si cette région, sur terre comme sur mer, présentait un condensé des recompositions géostratégiques en cours sur la planète », J.-P. Chagnollaude, « La Méditerranée orientale, condensé des rivalités internationales », in La Méditerranée stratégique. Laboratoire de la mondialisation, *op. cit.*, p. 57.

²⁴ Sur les différentes théories géopolitiques, P. Lorot et F. Thual, *La géopolitique*, Montchrestien, 2002.

²⁵ Marianne Péron-Doise, « L'Indo-Pacifique, une reconstruction régionale fondée sur l'affirmation du maritime dans les relations internationales et stratégiques asiatiques », *Diplomatie*, n° 53, p. 17.

La dépendance des pays européens en approvisionnements énergétiques des détroits de la mer du Nord, la région de passage des gazoducs vers l'Europe²⁶, ainsi que de la Chine avec la mise en œuvre de la route de la soie (*Belt and road initiative, BRI*), dont le tracé borde la Méditerranée²⁷, accentue davantage encore la centralité du positionnement géographique de la Turquie qui, de fait, devient le pôle de jonction de l'Asie et de l'Europe, tout en restant au cœur de l'échiquier mondial qu'est l'Eurasie (Rimland)²⁸. L'objectif de la politique étrangère turque, tel qu'il découle du discours du ministre des Affaires étrangères turques, est de donner vie et corps à cette centralité de la Turquie avec le projet « Yeniden Asya » (Nouvelle Asie). Cette *nouvelle ouverture* à l'Asie aurait vocation à l'ériger « en acteur consolidant l'état unificateur de l'Europe et de l'Asie »²⁹, compte tenu de l'interdépendance stratégique de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud-Est.

Permettant à la Turquie de s'ancrer au centre du pôle de puissance du Moyen-Orient-Asie (MOASIE)

La Turquie n'est plus dans une logique d'axe : elle est au contraire dans celle de pôle, de centralité, pour définir son positionnement géopolitique à partir d'une projection identitaire par rapport à soi et non par rapport à un quelconque axe d'appartenance. Les dirigeants turcs ont pour ambition de faire de la Turquie la centralité du monde pour qu'elle soit un des pôles d'attraction mondiaux, où la stratégie des plus grandes puissances est en jeu. Elle s'initie à la nouvelle dynamique des relations internationales, en prenant acte de la pluralité d'acteurs régionaux et mondiaux, dans l'objectif de participer de la polarisation de la zone moyen-orientale, c'est-à-dire pour créer une configuration internationale permettant la formation et la consolidation du pôle de puissance se trouvant dans son environnement immédiat. Elle cherche à être le pays catalyseur des relations internationales dans cette zone géographique, afin d'impulser la

²⁶ Sur l'importance de la Méditerranée et les enjeux régionaux et globaux des différentes puissances P. Razoux, *Quelle(s) stratégie(s) pour la France en Méditerranée ?* Fondation méditerranéenne d'Études Stratégiques (FEM), 2019.

²⁷ L. Watanabe, "The Middle East and China's Belt and Road Initiative", CSS Analyses in Security Policy, n°254, December 2019 : <https://css.ethz.ch/content/dam/ethz/special-interest/gess/cis/center-for-security-studies/pdfs/CSSAnalyse254-EN.pdf>

²⁸ Sur les rapports de la Turquie à la Méditerranée, J. Marcou, « Dilemmes et ambitions de la Turquie en Méditerranée », in *La Méditerranée stratégique. Laboratoire de la mondialisation*, *op. cit.*, p. 141-146.

²⁹ Discours du ministre des Affaires étrangères turc, *op. cit.* 2019, http://www.mfa.gov.tr/site_media/html/bkon/XI-BKON-sn-mevlut-cavusoglu-acilis-konusmasi.pdf. 35-36

dynamique mondiale à partir de ce pôle. Son objectif est de devenir le pays catalyseur de ce pôle de puissance Moyen-Orient/Asie (MOASIE) pour en faire un centre d'attraction de la géopolitique mondiale ou de centralité de la géostratégie mondiale.

Elle œuvre à l'émergence de ce pôle en se donnant une nouvelle grammaire. En cessant de raisonner selon la conception traditionnelle des relations internationales, fondée sur l'idée d'axe occidental, tout en ne définissant plus son identité géopolitique à partir de ce présumé qui la contraint à faire dépendre son identité de l'« autre », elle se donne les moyens de forger son « moi » - ou sa conscience identitaire - à partir d'une diplomatie plus fluide, diverse, multidimensionnelle et multivectorielle et ce, dans une posture stato-centrée, pour que les autres puissances se définissent par rapport à elle ou en tenant compte de ses intérêts nationaux. C'est une nouvelle façon de concevoir son rôle et sa place sur l'échiquier mondial.

La diplomatie turque a pleinement pris acte du remodelage du spatial, de la recomposition des forces à partir du niveau local³⁰ ou régional comme suite logique de la mondialisation – c'est ce qui explique d'ailleurs le retour de la géopolitique depuis la fin de l'ère bipolaire au niveau mondial, et sa réévaluation ou sa refondation par la Turquie pour ce qui la concerne. Il n'y a plus un seul axe de puissance, mais plusieurs puissances face à une hégémonie américaine de plus en plus contestée³¹, dont l'existence dépend étroitement de leur capacité à coexister au gré des « conflits ». La nouvelle politique étrangère turque a donc vocation à l'extraire de la dépendance stratégique aux autres États pour que, au contraire, ceux-ci deviennent dépendants de ses postures politico-stratégiques. S'il y a rupture stratégique du point de vue de la Turquie, elle se situe exactement à ce niveau !

Dans le monde multipolaire, le concept d'axe ne rend plus compte de la nature des relations interétatiques : il ne s'agit plus d'alignements ou de regroupements, mais d'interactions multiples et plurielles dans un environnement plus que jamais interdépendant du point de vue politique, économique, stratégique, énergétique, écologique, et ce, par le jeu subtil de l'équilibre des puissances. De fait, ce qui est prégnant

³⁰ B. Badie, *L'Hégémonie contestée*, B. Badie, *L'Hégémonie contestée. Op. cit.*, p. 199.

³¹ Une contestation au cœur de l'ouvrage de B. Badie qui souligne que même l'hégémon américain est devenu contestataire, troisième partie de l'ouvrage.

dans une telle configuration, c'est la volonté et la capacité de tout État à se placer au centre du *système relationnel* pour s'ériger en pôle de puissance d'une région du monde, en l'occurrence celle dans laquelle il évolue – c'est d'ailleurs ce phénomène qui donne à la régionalisation une telle acuité. Autrement dit, tout en composant avec les États se trouvant dans la même sphère d'influence, la finalité de tout État est de devenir celui qui en impulse ou catalyse la dynamique – d'abord en contribuant à la création du pôle de puissance en question, ensuite en œuvrant à se placer au cœur de celui-ci. Par conséquent, les alliances, les coalitions, les regroupements d'États n'ont plus la même nature que durant l'ère bipolaire étant éphémères, opportunistes et se formant au fur et à mesure de l'agenda national et international des États à partir d'intérêts purement nationaux. ■

L'IMPULSION DE LA TURQUIE À LA NOUVELLE DYNAMIQUE DES RELATIONS INTERNATIONALES

PAR

Élise BOZ-ACQUIN / Docteure en droit, chercheuse en défense et sécurité, auditrice
IHEDN

Avril 2020

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

Sous la direction de Didier BILLION, directeur adjoint de l'IRIS
dbillion@iris-france.org

Un observatoire du

PROGRAMME TURQUIE

Sous la direction de Didier BILLION, directeur adjoint de l'IRIS
dbillion@iris-france.org

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org